

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. »

# La Commune

n°80

MARS-AVRIL-MAI 2009

3,5 euros

Trimestriel *La Commune*,

journal en langue française de militants

du NPA membres du courant international M.S.T.-I.

(IV<sup>e</sup> Internationale)

# GREVE GENERALE !

**NPA : le rejet du sectarisme (lire pp. 3-5)**

**En défense des Archives nationales (lire pp. 12-14)**

**De la répartition des richesses : (lire pp. 15-18)**



**NPA**  
NOUVEAU PARTI  
ANTICAPITALISTE







## MST d'Argentine : retour du congrès du NPA

torien ou bolivien. C'est un processus qui vient de commencer et qui ira jusque dans le coin le plus reculé de la planète. Nous devons nous préparer pour cela, parce que s'ouvrent pour nous une grande opportunité et une grande responsa-

commencé à répondre avec une politique plus ouverte. A partir de son succès électoral et du poids énorme de son responsable, il aurait pu essayer de gagner quelques militants de plus et se préparer pour gagner quelques votes

se et pour cela ils ont pris une mesure très audacieuse qui fut celle d'appeler à la construction d'un nouveau parti en dissolvant son propre parti pour aboutir à un nouveau, mais avec une politique principielle car s'élargir n'est pas synonyme de baisse du programme...

Dans cette étape de crise capitaliste nous devons réaffirmer que le programme est anti-capitaliste et socialiste, que plus que jamais il faut donner des réponses de fond aux problèmes des travailleurs et du peuple. Mais cette politique doit être accompagnée par une méthode ouverte de construction, parce qu'il n'y a aucune possibilité de regrouper largement, si nous n'aboutissons pas à une méthode d'organisation qui permette



Le débat du 27 février à Buenos Aires : de droite à gauche, A. Bodart, dirigeant du MST, Vilma Ripoll..

bilité. Car la période où les circonstances nous étaient défavorables va commencer à changer et de ce que nous allons faire dépendra beaucoup le développement des événements futurs, comme cela s'est passé en France...

En France s'est combinée une situation explosive de la lutte des classes, qui tôt ou tard arrivera dans notre pays, avec le fait qu'un secteur de la gauche a arrêté de répondre avec sectarisme, il a

de plus dans d'autres élections. C'est-à-dire, donner une réponse sectaire, auto-proclamatoire ; comme de nombreuses fois nous l'avons vu parmi des nombreux courants de la gauche. Cependant il n'a pas pris ce chemin et il a considéré qu'il fallait créer et organiser une nouvelle gauche en France. Que le problème n'était pas de savoir s'il fallait grossir un peu plus, mais de donner une réponse pour former une alternative de mas-

à tout le monde de participer d'égal à égal. Une méthode qui permette d'intégrer, non seulement des courants politiques, mais aussi des mouvements sociaux et des secteurs qui ont une autre formation, qui ne viennent pas directement de partis révolutionnaires. Une gauche large, où tous ceux qui sont d'accord avec le programme aient leur place, où l'on puisse travailler avec des nuances et des différences...

Européennes juin 2009 : votez NPA !

## Etat espagnol

# Après les élections régionales

**Les élections régionales en Galice et au Pays Basque reflètent avant tout la débâcle des partis qui formaient les gouvernements sortants, la coalition des socialistes et des nationalistes, en Galice, celle des nationalistes, flanqués de EB-IU, ces ex-staliniens et leurs divers satellites, allant des écologistes à d'autres groupuscules, au Pays Basque. Sur fond de déroute économique et financière terrible qui frappe la péninsule et qui a sonné le glas du prétendu "miracle" espagnol, bilan d'une élection lourde de conséquences.**

**E**n Galice, le Parti Populaire avec 47,1% des suffrages obtient 38 députés au parlement régional et le PSOE, 25 avec 29,9% des voix. Soulignons ce résultat du PSOE, puisqu'il passe de 483.357 suffrages en 2005 à 182.227 aujourd'hui ! le BNG (Bloc Nationaliste Galicien), ses alliés au gouvernement, perdent aussi plus du double de leurs anciens électeurs déçus dans les milieux populaires. Les travailleurs se sont donc abstenus de réélire le gouvernement de coalition PSG-BNG qui a prouvé son incapacité à satisfaire les revendications les plus élémentaires des travailleurs, des pêcheurs et des petits paysans (la Galice est une région sous-développée qui dépend encore pour beaucoup de ces deux secteurs d'activité sinistrés et où l'activité industrielle, principalement celle des chantiers navals ne l'est pas moins). Les électeurs qui, il y a quatre ans, lors des précédentes élections, avaient investi leurs illusions

de changement sur ces formations, aujourd'hui défaites, ont donc très vite compris que la sortie de la misère ne passait pas par leur politique, et ont préféré l'original à la copie.

### **A qui profite le revers des nationalistes ?**

Au Pays Basque, où la participation a encore baissé et où l'on décompte 35% d'abstention (plus 10% de votes blancs et nuls), la situation est beaucoup plus

confuse. Les trois partis qui formaient le gouvernement sortant perdent des dizaines de milliers de voix : le PNV (Partido Nacionalista Vasco) passe de 38, 5% des voix en 2005 à 29,3% aujourd'hui, soit une perte de plus de 70.000 suffrages ; EA (Eusko Alkartasuna), une ancienne scission des nationalistes passe de 9,3% à 3,6%, perdant la moitié de ses électeurs et EB-IU (Ezquerria Batua-Izquierda Unida, bloc avec les staliniens), passe de 5,3% à 3,5% perdant ainsi plus de la moitié de ses sympathisants (65.023 en

Communiste des Terres Basques (PCTV) (ex -Herri Batasuna) qui, cette fois-ci en appelaient au vote nul, puisque la nouvelle étiquette politique sous laquelle ils se présentaient, DM3 avait été illégalisée en application de la loi sur les partis. ARALAR a remporté 6% des voix, soit presque le triple qu'aux élections régionales de 2005, ne réussissant qu'en partie à rééditer le score du PCTV (150.000 voix en 2005) qui, lui, se prévaut des 10% de votes nuls.



*Une crise politique profonde qui commence dans l'Etat espagnol*

2005, 36.134 en 2009). Avec un seul député il ne pourra pas servir d'appoint au PNV et à EA. Du côté de ceux qui gagnent des voix, le PSE-PSOE et son candidat Patxi Lopez passe de 22,6% à 30,7%, gagnant environ quarante mille suffrages et UPD, une scission des socialistes obtient 2,1% des voix. Elle se présentait pour la première fois à ces élections. Quant aux nationalistes radicaux de ARALAR, ils ont bénéficié apparemment d'une partie des suffrages des anciens électeurs du Parti

entière dirigée contre les travailleurs et les jeunes et exprimant le ras-le-bol contre la crise qui s'abat sur tout l'État espagnol, saignant de manière implacable toutes les couches de la population. En effet, au Pays Basque, le vote PNV et EA, est avant tout le fruit pourri du clientélisme politique et social de ces formations, desquelles dépendent des dizaines de milliers d'emplois, pour la plupart précaires d'ailleurs, qu'ils font miroiter aux travailleurs afin d'obtenir leurs suffrages, mais qui eux aussi sont

### **Une situation instable et confuse**

C'est la monarchie et ses institutions qui sortent affaiblies de ces élections, puisque ce sont ses gouvernements respectifs et agréés par le propre monarque qui, selon la Constitution espagnole les investit de leurs pouvoirs et devant laquelle leurs présidents doivent jurer fidélité. Les partis perdants sont ainsi rejetés par les masses qui ont sanctionné une politique toute



## Palestine

# Un génocide planifié et conscient

**Ce que l'Etat sioniste a commis à Gaza, au cours de l'opération Plomb durci relève incontestablement du crime contre l'Humanité. Cette attitude criminelle, au prétexte de chercher des lanceurs de roquettes au milieu d'un million et demi de personnes vivant sur 370 Km2, restera un des pires crimes, aux allures de génocide, du XXI<sup>e</sup> siècle commençant. Un crime déguisé sous le couvert de "sécurité" de l'Etat d'Israël, cela va de soi. Retour non exhaustif sur une ignominie et ses complices.**

L'ex-chef d'Etat-major israélien, Moshé Ayalon, avait en 2002 résumé la " philosophie " de l'Etat hébreu : " On doit faire comprendre aux Palestiniens qu'ils sont un peuple vaincu ". Autrement dit, enfoncer dans la tête de chacun, à coups d'obus et de balles, sans parler de bombes interdites par la Convention de Genève qu'il n'y a aucun espoir de voir un jour une Palestine démocratique où les réfugiés retrouveraient leur terre, et que même les bouts de territoires où vivent dans le surpeuplement les victimes de la " naqba " - la défaite - de 1948 sont susceptibles d'être colonisés.

### Complicités

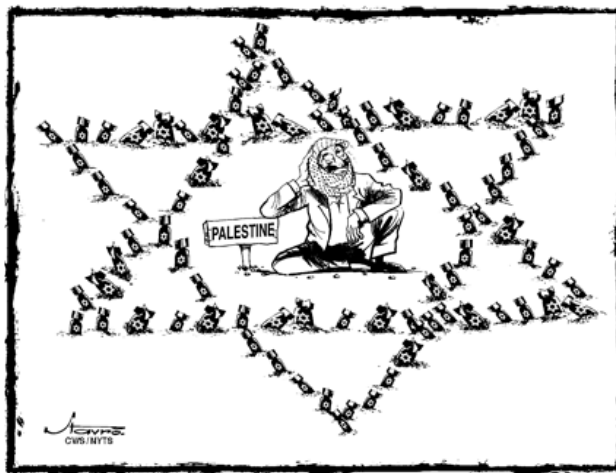
Si Israël, en pleine campagne électorale, a pu déchaîner sa puissance de feu pendant 23 jours, il le doit à la complicité et au regard bienveillant des gouvernants occidentaux, de Bush à Sarkozy en passant par Gordon Brown, ainsi que l'Union Européenne par la voix de Mme Bettina Ferrera Waldner qui a accepté que tout projet d'aide humanitaire soit soumis au bon vouloir de Tel Aviv. Olmert a remercié, le 18 janvier, les dirigeants européens, dont Sarkozy, pour " leur soutien extraordinaire à l'Etat d'Israël et pour leur préoccupation pour sa sécurité ". Les liens bilatéraux Union européenne-Israël continuent. Quant au président américain, il prolonge l'aide non remboursable, annuelle et rituelle de 4 milliards de dollars à Tel Aviv, soit plus que toute l'aide aux pays du Sud. L'ex premier ministre travailliste, Ehud Barak, a reconnu publiquement que l'opération " Plomb durci " était planifiée et préparée depuis six mois. Rappelons

aussi que la trêve de six mois était le fruit d'une promesse d'Israël de lever le blocus de la bande de Gaza, levée qui n'a jamais eu lieu, et fut remplacée par un embargo total.

### Contradictions

Les conséquences de ces crimes en série ne sont pas forcément celles qu'Israël souhaitait. Dans le monde Arabe, et au-delà, Turcs et Iraniens, musulmans en général, le Hamas rejoint le Hezbollah dans l'estime portée

fond de sa prison, un dirigeant du Fatah qui apparaît de plus en plus comme une alternative à Habas, susceptible de redorer le blason de son organisation, Marwah Barghouti, condamné à la prison à vie, réclame " unité et résistance face au sionisme ". Abbas a dû se résoudre à appeler à un gouvernement d'union nationale, mettant un mouchoir sur la guerre qui l'a opposé au Hamas et qui a bouté hors de Gaza les forces de sécurité inféodées à la branche molle des représentants politiques palestiniens. Partout dans le monde, l'attitude d'Israël offre sur un plateau la sympathie à la fraction la plus radicale de la résistance palestinienne. La doctrine sioniste Dahyia, (nom d'un quartier de Beyrouth Sud détruit en 2006 par les bombes sionistes, sous prétexte que s'y trouvaient les bureaux du Hezbollah), consistant à répondre " oeil pour oeil " à chaque attaque légitime de la résistance palestinienne fragilise les collaborateurs arabes d'Israël et renforcent le Hezbollah et le Hamas. Ceux qui à terme, rêvent d'une destruction totale des Palestiniens (ce qui



*Un peuple encerclé, écartelé, martyrisé...*

à ceux qui luttent vraiment contre les opérations de l'état sioniste et remettent en question son existence, à l'inverse du Fatah, dont le leader, Mahmoud Abbas, apparaît comme une simple marionnette, faire à valoir d'Israël, et son chien de garde, la police de l'Autorité Palestinienne qu'il dirige se charge de réprimer le Hamas en Cisjordanie, en lieu et place de l'armée sioniste partout omniprésente. L'Autorité Palestinienne est aujourd'hui marginalisée et le Fatah subit le contre-coup des positions de son leader. Du

s'appelle un génocide) s'en félicitent peut-être, mais en paieront forcément le prix fort, le peuple Palestinien n'a pas plié depuis 61 ans et il ne pliera pas.

Et ce malgré le chèque en blanc donné au sionisme (et pas qu'en blanc) par les USA et l'Union Européenne, France incluse. Israël est l'Etat le plus raciste, le plus colonialiste de la planète. Le sort du peuple Palestinien est inséparable de celui de la révolution mondiale.

19 mars 2009



## France : élections à la SNCF, fronde dans la CGT...

# La poussée vers la grève générale

**A leur manière, les élections professionnelles qui viennent de se dérouler à la SNCF expriment la volonté des salariés d'en découdre avec Sarkozy et son gouvernement et de lever les obstacles qui se dressent sur leur chemin. Il n'est désormais pas un secteur, pas une profession, pas une région qui ne soit touché par les mesures de restructuration, de licenciements, de fermetures de sites. A cela, les salariés répondent coup pour coup, de plus en plus d'ailleurs avec les méthodes de l'action ouvrière indépendante, qui n'ont pas l'heur de plaire non seulement aux patrons, ce qui est plutôt normal, mais aussi à certains dirigeants syndicaux et politiques, choqués de tant d'audace... Analyse.**

### Elections professionnelles SNCF

Résultats nationaux globaux élections SNCF

CGT	39,30%	- 0,84
SUD-Rail	17,67%	+ 2,7%
UNSA	18,06	+ 3,58%
CFDT-FGAAC	11,59	- 3,03%
FO-CGC	7,98	+ 0,34%
CFTC	5,40	- 2,74%

Tout d'abord, ce résultat est un revers cinglant pour l'attelage CFDT-FGAAC (1) qui devait être le vecteur d'un puissant " pôle réformiste " avec l'UNSA et la CFTC, aux avant-postes de la mise en pièces du statut des cheminots et du dépeçage de la SNCF comme service public. Il semble que les électeurs traditionnels de la FGAAC aient rechigné.

S'agissant de la pseudo-progression de l'UNSA qui a fait les choux gras des commentaires médiatiques, elle s'explique très simplement : elle englobe les voix de la CFTC avec qui elle faisait listes communes dans plusieurs régions. La CFDT-FGAAC et l'UNSA-CFTC n'arrivent pas à 30% des voix, ils font 29,65%, ils ne pourront signer aucun accord seuls, contrairement à la CGT. Et, insistons sur ce point : les listes FO-CFE-CGC obtiennent 7,98% des voix et la CFTC, 5,4%. En vertu de la nouvelle loi sur la représentativité syndicale, ces trois organisations (FO, CFE-CGC et CFTC) ne sont plus considérées comme représentatives à la SNCF. Ce qui pose un problème majeur de démocratie : les voix apportées par les salariés de la SNCF à ces fédérations n'ont plus de valeur !

Concernant la CGT-cheminots, le résultat peut être apprécié de différentes manières, étant entendu que cette fédé reste largement en tête. Ceci étant, l'érosion est bel et bien réelle : - 3,9 en 2006, - 0,8% en 2009.

Source : site fédération CGT cheminots

En 2004, la CGT avait bénéficié de l'apport de la grande majorité de la CFDT-cheminots qui venait de rompre avec Chérèque et décidé de rejoindre la CGT.

	2006	2004*	2002*
CGT	40,14%	44,06%	38,95%
CFDT	11,58%	9,00%	18,45%
FO	6,62%	6,75%	6,52%
CFTC	8,14%	6,30%	6,36%
SUD	14,97%	15,53%	12,74%
UNSA	14,48%	13,56%	11,57%
CGC	1,02%	1,28%	1,41%
FGAAC	3,04%	3,52%	3,70%

Pour mémoire, rappelons qu'en 1996 et 1998, la CGT frôlait les 50%. Il y a donc une perte de 10% en l'espace de 10 ans.

De plus, le taux de participation a été de 73,4%, en retrait par rapport aux précédents scrutins qui affichaient des scores entre 77 et 80%.

Bien entendu, il n'y a pas lieu de se féliciter de cette érosion du syndicalisme confédéré de classe et de masse à la SNCF. De cette érosion, ni les militants CGT, ni les cheminots ne sont responsables. La responsabilité en incombe à ceux qui ont imposé à cette puissante fédération des reniements successifs sur la réglementation du temps de travail (sous couvert de RTT), le régime spécial des retraites, le statut de la caisse de retraite des cheminots. La responsabilité en incombe à ceux qui

ont renié les " 37,5 ", accepté de négocier la réforme des retraites en laissant de côté les trois revendications plébiscitées par les Assemblées générales réunies au cours de la grève en novembre 2007 et par l'écrasante majorité des syndiqués (37,5 ; pas de décote ; maintien de l'indexation des pensions de retraite sur les salaires des actifs)

SUD-Rail est donc la seule fédé qui progresse de façon significative. Plus de 3%. Ensemble, CGT et SUD-Rail représentent potentiellement un pôle syndicaliste qui pèse 57%. Il est à noter que la plus forte implantation de SUD-Rail opère à l'Exécution (collège ouvrier, comme la CGT) où SUD-Rail totalise 23,5% des suffrages.

A noter, l'impressionnante percée de SUD-Rail chez les roulants de St Lazare passant de 27 à 53% des voix, à la suite de la grève où ce syndicat a refusé la compromission dans laquelle les dirigeants nationaux de la CGT-Cheminots ont tenté d'étouffer la grève finalement victorieuse pour les effectifs. La direction de la fédé CGT avait négocié par-dessus la tête du syndicat CGT de base.

Fait notable : Quatre organisations syndicales (FGAAC, FO, CFTC, CGC) ne sont plus représentatives nationalement à la SNCF. C'est la conséquence de la position commune CGT-CFDT-MEDEF sur la représentativité des syndicats dont le caractère profondément antidémocratique se révèle au grand jour, quoi que l'on puisse penser de l'orientation des fédérations concernées.

A cet égard, il est nécessaire de relever les propos de Didier Le Reste, secrétaire général de la CGT-Cheminots enregistrés et mis en ligne



## France : en défense du Patrimoine

# SAUVONS LES ARCHIVES !

**Dans le cadre de la RGPP (révision générale des politiques publiques) qui suppose le dégraissage de pans entiers de l'administration de la Fonction publique d'Etat et la suppression de milliers d'emplois, la ministre de la Culture, Christine Albanel, a décidé de supprimer la Direction des Archives de France (DAF). L'intersyndicale CGT-CFDT-CFTC a, dès les premiers instants, lancé un appel national pour SAUVER LES ARCHIVES et s'opposer à ce démantèlement programmé. Cet appel a recueilli plus de 5000 signatures. Une campagne nationale dans laquelle les militants du NPA prennent une large place.**

Le 24 mars 2009, une délégation composée d'historiens (Arlette Farge, Jean-Pierre Babelon, Robert Fossier, Maurice Rajsfus), de syndicalistes (Jean-Marc Canon, secrétaire général de l'UGFF-CGT, Nicolas Monquaut, secrétaire général de la CGT-Culture, Michèle Ducret, secrétaire générale adjointe de la CFDT-Culture, Wladimir Susanj, secrétaire général de la CGT-Archives) et d'élus, dont Aurélie Filippetti, députée de Moselle, porte-parole du groupe PS à l'Assemblée Nationale - et Marie-George Buffet, députée de Seine-Saint-Denis, secrétaire nationale du PCF présente le jeudi 26 mars lors de la conférence de presse - a été reçue par Jean-François Hébert, directeur de cabinet de la ministre Albanel.

Au cœur de cette rencontre, la RGPP, les suppressions d'emplois et l'obstination de Christine Albanel de vouloir supprimer la DAF, dès cet été, pour la transformer en un simple service au sein d'une "direction générale des patrimoines" regroupant aussi musées, architecture, archéologie et patrimoine monumental.

Problème : loin d'être seulement un objet patrimonial, les archives sont un élément essentiel de la mémoire individuelle et collective. Elles constituent une source fondamentale pour la recherche, notam-

ment historique. Mais elles sont aussi une preuve pour les citoyens, dont elles justifient et garantissent les droits, parfois sur le très long terme dans des domaines tels que l'Etat civil, le droit de la nationalité, le droit de succession, ou le droit de la famille... Elles contribuent

pour tous (en 1790, l'Assemblée nationale constituante a fondé les Archives nationales et en 1796, la Convention a établi les archives départementales). C'est pour garantir la cohérence d'une politique nationale, qu'en 1897, la tutelle des Archives nationales, des archives départementales et communales a été regroupée au sein d'une direction des Archives de France.

Au nom des 5 000 signataires de l'appel pour "Sauver les Archives", (voir ci-contre) les membres de la délégation ont exposé les arguments en faveur du maintien de la DAF, du maintien de l'organisation actuelle du réseau des services publics d'archives et du renforcement de son personnel statutaire :

**Jean-Pierre Babelon** a ainsi rappelé l'importance du processus historique issu de la Révolution française : "les archives étaient la base même de la nation, le ciment de la réunion de l'Ancien Régime et du nouveau".

**Robert Fossier**, professeur émérite, a expliqué que "la disparition de la DAF, c'est la disparition d'un des gages de l'unité dans l'enseignement de l'histoire."

**Aurélie Filippetti** a dénoncé "les objectifs financiers poursuivis par le Ministère alors que la préservation de la DAF est un enjeu démocratique en matière de transparence, en

matière d'accessibilité aux sources, tant pour les historiens que pour les généalogistes". Pour elle, "la disparition de la DAF et son assimilation à un patrimoine



Une partie des signataires de l'appel pour SAUVER LES ARCHIVES s'est réunie devant un mur symbolique de cartons d'archives vides lors d'un point presse le 26 mars 2009.

Etaient présents de droite à gauche : Marie-George Buffet, députée de Seine-Saint-Denis ; Wladimir Susanj, secrétaire général de la CGT-Archives ; Nicole Borvo Cohen-Seat, sénatrice de Paris ; Jean-Pierre Babelon, membre de l'Institut de France ; Maurice Rajsfus, historien.

à l'exercice de la démocratie. C'est pour cette raison que, dès le début de la Révolution française, a été affirmé le principe de leur accès libre et gratuit

## France : en défense du Patrimoine

sanctuarisé s'oppose à une vision vivante de ce que sont les archives, de ce que sera l'avenir. "

**Arllette Farge** a souligné qu'en effet " les archives ne sont pas qu'un patrimoine, qu'une archive ne peut rester immobile, qu'elle est un flux incessant : l'archive n'est pas un musée ".

Et **Maurice Rajsfus** de rappeler qu' "avec les archives, on touche au problème du vivant ", de revenir sur la réunion des 27 ministres de l'Intégration de l'Union européenne, le 3 novembre, à Vichy, et les déclarations faites par Hortefeux à cette occasion : " On n'en peut plus de cette histoire du passé. On ne peut pas condamner une ville parce qu'il y a 60 ans il y a eu Pétain. Maintenant, ça suffit ! ". Puis Maurice Rajsfus d'évoquer l'affaire du 93 de la rue Lauriston, siège de la gestapo française durant l'occupation, dont certains voudraient changer le numéro en 91 bis, à cause du symbole négatif que représente l'actuelle adresse... La communication des archives reste un aspect essentiel car " les livres ne suffisent pas " a rappelé cet historien.

En guise de réponse :

Le directeur de cabinet d'Albanel a déclaré qu'il se retrouvait " dans le fond " de ce que la délégation exprimait et affirmait que " l'objectif était partagé ". De son point de vue, la création d'un service dédié aux Archives dans la DG des Patrimoines était une réponse adéquate. Il a rappelé que le gouvernement avait fait des Archives une priorité par : la loi (15 juillet 2008, qui restera une occasion manquée d'ouverture) ; la construction du nouveau centre de Pierrefitte-sur-Seine (dont l'appel d'offre pour la construction a échoué en novembre 2008 et le coût est passé de 120 à 194 millions d'euros et sans que 20 postes sur les 125 promis par la ministre pour ce projet ne soient honorés) ; le plan de relance (dont ¼ de la somme ira aux collectivités territoriales donc aux Archives, [cqfd])...

Sur le front de l'emploi, le directeur de cabinet d'Albanel estime que " cela fait longtemps que le ministère fonctionne avec de trop petites directions, fragilisées, car trop d'emplois ont été suppri-

més à l'aveugle " et de justifier cinq minutes après le contraire : " l'objectif de la RGPP au ministère de la Culture est de supprimer des emplois en administration centrale ". D'ailleurs Albanel a reconnu vouloir supprimer 250 emplois en administration centrale (soit 17 % des effectifs ) grâce à la RGPP. La directrice des Archives de France a cherché à nous convaincre que de passer de 115 agents toutes filières, toutes catégories à 56 n'était pas une preuve du désengagement de l'Etat. D'après elle, " le cœur de métier serait préservé ". Balivernes...

Le directeur de cabinet explique que " la ministre a des discussions serrées " avec Bercy pour avoir à la tête du " service interministériel des archives de France " - " interministériel " et " Archives de France " étant des termes ajoutés et gagnés après arbitrages " un responsable de rang directorial. La

question actuelle est : est-ce un chef de service ou un directeur nommé en conseil des ministres ? "

Il s'agissait pour le directeur de cabinet de nous expliquer que Bercy voit d'un mauvais œil la reconduction à la tête d'un simple service l'équivalent d'un directeur d'administration centrale (il en existe 200 en France).

A la question de savoir ce qui sera mieux après la réforme, le directeur de cabinet déclare sans vergogne que " ce ne sera pas moins ". Tout un programme ! Pourtant, une direction dirige, un service sert : les mots ont un sens.

**Conclusion : Aucune réponse n'ayant été apportée par la ministre de la Culture aux revendications de la délégation, c'est maintenant vers Nicolas Sarkozy et l'Elysée que l'intersyndicale a décidé de se tourner.**

Wladimir Susanj

### Figurent parmi les 5 000 signataires de l'APPEL POUR SAUVER LES ARCHIVES :

**Catherine TASCA**, vice-Présidente du Sénat, sénatrice des Yvelines, ancienne Ministre de la Culture ; **Marie-George BUFFET**, députée de Seine-Saint-Denis ; **Olivier BESANCENOT**, porte parole du NPA ; **Benoît HAMON**, porte parole du PS, député européen ; **Aurélie FILIPPETTI**, députée de Moselle ; **Clémentine AUTAIN**, féministe ; **Alain KRIVINE**, porte parole du NPA ; **Anicet LE PORS**, ancien ministre, conseiller d'Etat honoraire ; **Jean-Marc CANON**, secrétaire général de l'UGFF-CGT ; **Nicolas MONQUAUT**, secrétaire général de la CGT-Culture ; **Wladimir SUSANJ**, secrétaire général de la CGT-Archives ; **Benjamin STORA**, historien ; **Serge KLARSFELD**, historien ; **Maurice RAJSFUS**, écrivain, historien ; **Arllette FARGE**, historienne ; **Robert Descimon**, historien ; **Jean-Pierre BABELON**, membre de l'Institut ; **Henri ALLEG**, journaliste, écrivain ; **Maurice NADEAU**, écrivain, éditeur ; **Albert JACQUARD**, généticien ; **Otar IOSSELIANI**, réalisateur ; **Mehdi CHAREF**, réalisateur...



# " Les idées dominantes sont les idées de la classe dominante "

## Quelle répartition des richesses ?

**En quelques années, le mot d'ordre de " une autre répartition des richesses " est devenu le lot commun de la plupart des organisations ouvrières et démocratiques. Autre variante du même mot d'ordre, " le partage des richesses ". Si l'on n'y prend garde, cette idée va devenir une formule équivoque recouvrant des idéologies pour le moins curieuses et à tout le moins contradictoires. La bataille idéologique, nous le savons, est un aspect de la lutte de classes. Ce qui nous conduit à consacrer une série d'articles au débat sur des notions qui sont souvent galvaudées quand elles ne sont pas vidées de leur contenu.**

Commençons d'abord par citer ce passage des principes fondateurs du NPA : " En finir avec les crises implique d'en finir avec l'exploitation, donc avec la propriété privée des principaux moyens de production, d'échange et de communication, qui en constitue la base. Le système financier, les services essentiels à la vie, les grandes entreprises devront passer sous le contrôle des salariés et de la population, qui en assumeront la propriété et en assureront la gestion dans le cadre d'une planification démocratique. Libérées de la propriété et de l'appropriation capitalistes, la production et la répartition des richesses pourront bénéficier à la société tout entière. Se nourrir, se chauffer, se loger, se soigner, s'éduquer, se cultiver, sont des besoins essentiels qui doivent être garantis pour toutes et tous. "A juste titre, il faut s'en féliciter, nous avons adopté ces principes à notre congrès de fondation des 6-7 et 8 février derniers. Les choses y sont on ne peut plus clairement dites : de l'abolition de la propriété privée dépend la répartition des richesses au bénéfice de la classe ouvrière et de la société tout entière. Peut-on contourner en effet ce problème des rapports de propriété ? C'est ce que des organisations comme ATTAC ont tenté de faire, des années durant ainsi que toute une série d'altermondialistes, façon José Bové.

*" Qu'est-ce qu'une répartition démocratique des richesses ? Une répartition démocratique des richesses doit satisfaire les droits humains fondamentaux : nous pensons que la véritable richesse passe par un développement centré sur l'épanouissement humain, sur les droits et sur l'égalité, et non pas seulement sur l'accumulation de biens ou de revenus. Dans l'égalité, il faut bien sûr entendre aussi égalité homme/femme. La satisfaction des droits fondamentaux commence par l'éradication de la pauvreté qui représente un échec indigne de toutes les démocraties. Le développement humain a pour but de créer un environnement dans lequel tous les individus peuvent développer pleine-*



*La J12 « 18 place vendôme » la plus chère des montres chanel le prix d'un bel appartement parisien au poignet. En 2007 les exportations suisse ont bondi à 16 milliards de francs suisse ( plus de 10 milliards de francs) c'est-à-dire 50% d'augmentation en 4 ans*

Femmes et mondialisation. - ATTAC). Ils plaident pour une " répartition équitable des richesses ", opposée à la mondialisation libérale. Ils en indiquent le moyen : la taxation des revenus financiers, reprenant ainsi une antienne classique du PCF.

Autant dire que tout cela se situe pour sa réalisation dans le cadre du capitalisme, en vue de son hypothétique " dépassement ". Cette idée de " dépassement " fait également partie de la miroiterie du PCF. Elle a été mise à jour dans les années 90 pour tirer un trait sur toute idée de rupture avec le capitalisme, qu'agitaient encore les ténors du PCF les jours de fête.

Écoutons aussi les élans pathétiques de ce strausskahnien aux dents longues qu'est JC Cambadélis, au congrès du PS : " la crise conjointe du système libéral financier, du mode de production productiviste appelle à un autre modèle de développement juste et durable, une autre répartition des richesses, une autre organisation humaine. " Quel est le dénominateur commun entre Bové, le PCF et le PS ? C'est que tous se gardent bien de commencer par dire que cette autre " répartition des richesses " n'a de sens qu'en commençant par éradiquer le capital et la propriété privée. Voilà du côté de la " gauche ". Et ailleurs ?

### La " répartition démocratique " ?

Ils s'en sont tirés en revendiquant une " répartition démocratique des richesses. "

*ment leur potentiel et mener une vie productive en accord avec leurs besoins et leurs intérêts. " Voilà comment des militants d'ATTAC posent le problème. (Christiane Marty, Chrysi Tsirogianni, Nicolas Liébaut groupe*

### L'Eglise et l'inviolabilité de la propriété privée

L'idéologie du partage des richesses en tant que notion fumeuse, qui ne man-



## " Les idées dominantes sont les idées de la classe dominante "

le prétendent tous les adversaires ignorants du socialisme, les marxistes désirent permettre, pour la première fois dans l'histoire humaine, le développement de toute la gamme infinie de possibilités différentes de pensée et d'action présentes dans chaque individu ". Ernest Mandel précise encore " une société socialiste exige une économie développée au point où la production en fonction des besoins succède à la production pour le profit. L'humanité socialiste ne produira plus des marchandises destinées à être échangées contre de l'argent sur un marché. Elle produira des valeurs d'usage distribuées à tous les membres de la société afin de satisfaire leurs besoins ". Ce qui présuppose clairement un nouvel essor des forces productives, rendu possible une fois l'économie libérée de la dictature du taux de profit et de l'obéissance aveugle aux lois du marché " libre " capitaliste. L'explication de Trotsky mérite, elle aussi, que l'on s'y arrête : " Le marxisme procède du développement de la technique, comme du ressort principal du progrès, et bâtit le programme communiste sur la dynamique des forces de production. (...) Nous n'avons pas la moindre raison scientifique d'assigner par avance des limites, quelles qu'elles soient, à nos possibilités techniques, industrielles et culturelles. Le marxisme est profondément pénétré de l'optimisme du progrès et cela suffit, soit dit en passant, à l'opposer irréductiblement à la religion. La base matérielle du communisme doit consister en un développement de la puissance économique de l'homme tel que le travail productif, cessant d'être une charge et une peine, n'ait besoin d'aucun aiguillon et la répartition - comme aujourd'hui dans une famille aisée ou une pension "convenable" - d'autre contrôle que ceux de l'éducation, de l'habitude, de l'opinion publique. Il faut, pour parler franc, une forte dose de stupidité pour considérer comme utopique une perspective aussi modeste en définitive. Le capitalisme a préparé les conditions et les forces de la révolution sociale : la technique, la science, le prolétariat. La société communiste ne peut pourtant pas succéder

immédiatement à la société bourgeoise; l'héritage matériel et culturel du passé est insuffisant. A ses débuts, l'Etat ouvrier ne peut encore ni permettre à chacun de travailler "selon ses capacités", en d'autres termes, tant qu'il pourra et voudra, ni récompenser chacun "selon ses besoins", indépendamment du travail fourni. L'intérêt de l'accroissement des forces productives oblige à

recourir aux normes habituelles du salaire, c'est-à-dire à la répartition de biens d'après la quantité et la qualité du travail individuel.

Marx appelait cette première étape de la société nouvelle "le stade inférieur du communisme", le distinguant du stade supérieur où disparaît, en même temps que le dernier spectre du besoin, l'inégalité matérielle ".

### Le prix de la crise

#### Un simple calcul

Réflexion et simple calcul envoyé à CNN par un téléspectateur américain : "Le plan de relance des banques coûtera la somme de 700 milliards de dollars + les 500 milliards déjà donnés + les milliards d'euros que donnent les gouvernements européens aux banques en crise en Europe".

Pour essayer d'avoir seulement un aperçu de ce que cela représente le téléspectateur a fait le calcul suivant : " La Planète compte 6,7 milliards d'habitants. Si on prend seulement les 700 milliards de dollars américains et qu'on les divise par les 6,7 milliards de personnes qui vivent sur terre, cela équivaudrait à 104 millions de dollars par habitants. Si on avait remis cet argent à chacun des habitants de la planète, non seulement on aurait éradiqué la pauvreté mais les habitants seraient devenus millionnaires. "

Il conclut en disant

" Il me semble qu'il y a un réel problème avec la répartition des richesses. "

Si nous prenons le cas de la France et les 26 milliards d'euros investis par notre gouvernement avec l'argent des contribuables. 26 milliards par 60 millions d'habitants. Cela représente la somme de 433,33 millions d'euros par habitants. S'il on considère une famille de quatre personnes, cela ferait 1 733 milliards.

Avec une telle somme, les familles auraient pu rembourser leurs hypothèques et il n'y aurait pas eu de crise. Même une somme plus modeste leur aurait permis et aurait relancé la consommation.

La crise est bien là maintenant et les gouvernements se moquent de nous. L'argent va à ceux qui perdent notre argent en spéculation et il ne reste plus rien pour les êtres humains.



Crise passagère ou crise chronique?





**Comité éditorial :**

Wladimir SUSANJ, Pierre-Yves CHIRON, Pedro CARRASQUEDO, Eric CLERIN, Francis FOURQUIN, Anne GITAMENN, Benoît TAUSSAC, Jérôme LEFAURE, Françoise DEBREUILLE, correspondants : Domingo BLAYA-BARREA, Mikel LANDABURU, (Etat espagnol) Youssef RAMDANE, (Algérie) Alternativa socialista (Argentine), Marea socialista (PSUV-Venezuela) Marie-Hélène WEBER †.

**Directeur de publication :**

Pedro CARRASQUEDO.

Commission paritaire 0611G88134

ISSN 1271-1101

La Commune du prolétariat parisien, en 1871, n'a pas cessé de nourrir de ses leçons le mouvement ouvrier international. Karl Marx et Friedrich Engels seront amenés à corriger le Manifeste du Parti communiste en précisant dans la préface de 1872 : « *La Commune, notamment, a fourni la preuve que la classe ouvrière ne peut pas simplement prendre possession de la machine politique existante et la mettre en marche pour la réalisation de ses propres buts.* ».

C'est ainsi que la Commune de Paris, premier gouvernement ouvrier et paysan, démontrera aux yeux du monde la capacité de la classe ouvrière à prendre en main sa propre destinée et, par là même, à lutter pour l'émancipation de l'humanité des chaînes de l'exploitation et de l'oppression capitalistes.

Notre revue s'inscrit pleinement dans cette continuité révolutionnaire, celle qui amènera Léon Trotsky à lutter pour la IV<sup>e</sup> Internationale.

**Nos liens :**

Venezuela : [www.aporrea.org](http://www.aporrea.org)

[www.mareasocialista.com](http://www.mareasocialista.com)

Argentine : [www.mst.org.ar](http://www.mst.org.ar)

France : [www.npa2009.org](http://www.npa2009.org)



**Léon Trotsky  
(1879-1940)**

\*  
\* \*

Ainsi, pour sauver la société, il n'est nécessaire ni d'arrêter le développement de la technique, ni de fermer les usines, ni d'accorder des primes aux fermiers pour saboter l'agriculture, ni de transformer le tiers des travailleurs en mendiants, ni de faire appel à des fous comme dictateurs. Toutes ces mesures, contraires aux intérêts de la société, sont inutiles. Ce qui est indispensable et urgent, c'est de séparer les moyens de production de leurs propriétaires parasites actuels, et d'organiser la société d'après un plan rationnel. Après quoi, il serait enfin possible de guérir réellement la société de ses maux. Tous ceux qui savent travailler trouveraient du travail. La longueur de la journée de travail diminuerait graduellement. Les besoins de tous les membres de la société trouveraient des possibilités de satisfaction de plus en plus grandes. Les mots "pauvreté", "crise", "exploitation", disparaîtraient de la circulation. Le genre humain franchirait enfin le seuil de la véritable humanité.

LE MARXISME ET NOTRE EPOQUE;

Oeuvres Tome 21 page 174

Institut Léon Trotsky 1986

\*  
\* \*